

# Le pouvoir aux travailleurs

28 JUIN 1998

N° 56

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- FPI : UN CHANGEMENT DE FORME DE LUTTE ? MAIS POUR QUELLE POLITIQUE ? .....	2 - 3
- SELON KABLAN DUNCAN : TOUT VA TRES BIEN DANS LE PAYS .....	4 - 5
- BUYO: REPRESSION SANGLANTE D'UNE GREVE A LA SCIERIE ADK .....	6
- UNE SOCIETE POURRIE .....	6 - 7
- DIVO : UN PAUVRE EMPRISONNE POUR UN PLAT DE RIZ	7
- GUINEE-BISSAU : QUAND DIOUF VEUT SAUVER LA TETE DE SON ALLIE ...	8
- SENEGAL : APRES LES TRIPATOUILLAGES ELECTORAUX VOICI VENU LE TEMPS DES MICMACS POUR LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE .....	9 - 10
- ALGERIE : ASSASSINAT DU CHANTEUR LOUNES MATOUB. QUELLE ISSUE POUR LA POPULATION PAUVRE ? .....	10 - 11

**FPI : UN CHANGEMENT DE FORME DE LUTTE?  
MAIS POUR QUELLE POLITIQUE?**

Lors d'une récente conférence de presse tenue le 24 juin, à une des questions des journalistes au sujet de l'"impatience" des militants de base du FPI qui souhaitent voir leur parti changer de méthode de lutte pour accéder au pouvoir, Laurent Gbagbo a répondu que "la transition pacifique est maintenue". C'est-à-dire qu'il ne voudrait pas prendre le pouvoir autrement que par les élections. Car selon lui, "celui qui arrive au pouvoir par les armes n'est pas libre et a tendance à imposer une dictature pour consolider son pouvoir".

Cette affirmation vaut ce qu'elle vaut. Mais ceux qui arrivent au pouvoir par la "transition pacifique" ont tendance aussi à faire la même chose. Par exemple Bédié dont Gbagbo dénonce à juste titre la dictature est-il arrivé au pouvoir par les armes? Il faut donc croire que le problème n'est pas là. Le fond du problème est que si les luttes armées aboutissent invariablement à une dictature, c'est que, avant même la prise du pouvoir, la direction de ces luttes échappe totalement au contrôle de la population. De sorte que les armées ou forces dites de "libération nationale" sont déjà des appareils dictatoriaux qui chassent d'autres appareils dictatoriaux au pouvoir pour prendre leur place.

Mais quand Gbagbo parle de la "transition pacifique", il est clair qu'il veut éviter à tout prix toute forme de lutte violente pour arriver au pouvoir. Il pense peut-être simplement à certaines formes de luttes qu'il évite soigneusement, par exemple à la mobilisation des masses pour protester contre un certain nombre d'injustices sociales telles que la baisse du pouvoir d'achat, la hausse excessive des produits de première nécessité, etc. Car tout comme les riches dont Gbagbo défend les intérêts, il a peur des pauvres. Et il ne voudrait rien faire qui puisse dégénérer en une lutte sociale et créer une situation incontrôlable pour lui.

Les notables du FPI ainsi que bien des électeurs de ce parti se posent sans doute la question quant aux chances que leur leader a de prendre la place de Bédié aux prochaines présidentielles. En Afrique, rares sont les chefs d'Etat qui acceptent d'être battus en organisant des élections transparentes (ou pas d'ailleurs), comme nous le rappellent les élections présidentielles actuelles au Togo que prétend remporter le dictateur Eyadéma au pouvoir depuis plus de trente ans.

Ici même en Côte d'Ivoire, le "nouveau" code électoral taillé sur mesure pour Bédié et adopté à la veille des présidentielles de 1995, puis le récent réaménagement de la constitution (en sa faveur) en vue des présidentielles de l'an 2.000 témoignent de la volonté farouche de cet homme de se maintenir au pouvoir par tous les moyens.

Dans ces conditions, même si l'opposition gagnait les futures élections, rien n'empêche le PDCI d'inverser les résultats et de déclarer son candidat vainqueur, comme le font presque tous ses compères, les dictateurs africains. D'ailleurs ce n'est pas pour rien que le PDCI rejette systématiquement toutes les propositions de l'opposition visant à organiser les élections dans des conditions plus transparentes.

Alors, l'impatience de certains militants du FPI qui veulent renverser le PDCI par une forme de lutte plus efficace est compréhensible. Y aurait-il au sein de ce parti une petite fraction de militants qui, mécontents de la politique de leurs dirigeants, pencheraient vers une solution du type lutte armée? Mais la lutte armée, si elle peut avoir l'air radicale dans sa forme, elle peut être aussi utilisée pour défendre une politique complètement réactionnaire. Les exemples de ce genre sont nombreux. Mais il suffirait de prendre le cas relativement récent de l'ex-Zaïre devenu République dite Démocratique du Congo où la lutte armée a abouti simplement au remplacement de Mobutu par un autre Mobutu (appelé Kabilà).

Or, quand on voit la politique du FPI, elle ne se distingue en rien de celle du PDCI. C'est dire que, quelle que soit la méthode utilisée par le FPI pour arriver au pouvoir, il continuera la même politique qu'il prétend combattre aujourd'hui.

**SELON KABLAN DUNCAN :  
TOUT VA TRES BIEN DANS LE PAYS**

Kablan Duncan a tenu une conférence de presse le vendredi 12 juin au cours de laquelle il a fait "le bilan économique et social du gouvernement" depuis la dévaluation du CFA intervenue en 1994. A écouter ce haut dignitaire du gouvernement, en Côte d'Ivoire, tout va bien pour tout le monde; aussi bien pour les riches que pour les pauvres. Et pour démontrer une telle affirmation Kablan Duncan avance des chiffres... et surtout, leur fait dire ce qu'il veut. Malheureusement pour lui, ils ne peuvent changer la réalité.

Duncan a tenu à rappeler toutes les mesures favorables à la classe riche que le gouvernement a prises depuis l'arrivée au pouvoir de Bédié, celles datant de Houphouët ne suffisant pas à leurs appétits.

Ainsi, Duncan a rappelé le contenu du "code des investissements", qui comprend, entre autres choses, la baisse des impôts pour les riches et la "maîtrise des coûts salariaux".

Cela se traduit dans la bouche du premier ministre par: *"l'amélioration de la compétitivité du travail par l'accroissement de la formation continue et l'assouplissement du marché du travail à travers l'adoption d'un nouveau code de travail plus flexible"*.

Dans la réalité, cela se traduit par un travail non rémunéré pendant un laps de temps de plus en plus long pour les jeunes sortis de l'école,

sans obligation d'embauche pour le patronat; et même mieux, les frais de déplacement de ces travailleurs ne sont même pas à la charge du bourgeois qui les emploie mais tout à celle du gouvernement. Qui disait que le gouvernement n'a pas d'argent?

Quant au "nouveau code de travail plus flexible" dont a parlé avec le cynisme qui est propre au serviteur des riches qu'est kablan Duncan, cela se traduit concrètement pour les travailleurs d'être complètement à la merci du patronat. Au point que même l'UGTCI, qui est tout aussi au service du gouvernement et des riches, a eu à critiquer ce code de peur que cela n'entraîne la colère des travailleurs.

Ca, c'était le discours adressé aux riches. Quant à la partie s'adressant aux pauvres, Duncan était tout aussi à l'aise, attitude propre aux menteurs et aux démagogues.

Comment expliquer aux exploités que ça va pour eux et en même temps dire aux exploités qu'il en va de même pour eux? La richesse des uns ne provient-elle pas de l'exploitation des autres?

Kablan Duncan a rappelé que les salaires des plus pauvres ont augmenté de 54% depuis 1994! Qu'il aille dire aux travailleurs du bâtiment ou à ceux des petites sociétés de la Zone Industrielle de Yopougon ou de Vridi, que leur salaire a augmenté depuis la dévaluation

du CFA! Le peu que certains d'entre eux ont obtenu a toujours été grâce à la lutte. Et là où il n'y a pas de lutte, ils n'ont rien obtenu. Et même pire, les conditions de travail se sont aggravées. Les manoeuvres dans le bâtiment, par exemple, sont payés actuellement à 1.500F, voire 1.000F. Et cela, même dans les chantiers d'Etat! Ou bien pour Duncan les manoeuvres ne peuvent pas bénéficier de ces 54% parce qu'il estime qu'ils sont trop cher payés?

Kablan Duncan a avancé des chiffres sur l'amélioration de la santé de la classe pauvre. Vraiment ces gens-là ne manquent pas de toupet! La réalité, c'est que la santé des travailleurs et de leurs familles n'a jamais été aussi catastrophique.

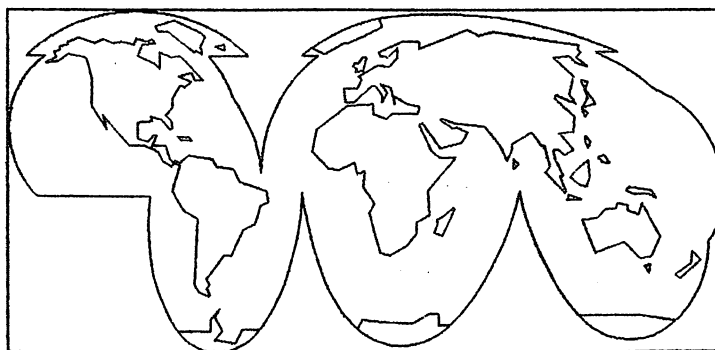
Duncan se vante qu'aujourd'hui il y a une maternité en Côte d'Ivoire pour 8.613 femmes en âge de procréer, contre 11.931 en 1994. Mais lui, enverrait-il sa femme accoucher

dans ces mouiroirs? Ces gens du pouvoir méritent que les travailleurs leur rendent la monnaie de la pièce de leurs insultes!

Les bourgeois, eux, n'ont pas besoin des chiffres de Duncan pour savoir que les affaires vont bien pour eux. Ils ont leurs propres chiffres. Et ils sont, certainement plus parlant que les chiffres plutôt bidons avancés par le premier ministre. Quant aux pauvres, eux non plus n'ont pas besoin des chiffres de Duncan pour constater que les affaires n'ont jamais été aussi florissantes pour la classe riche. Il suffit de regarder autour de soi (de plus en plus de belles voitures, de belles villas, de commerces de luxe, etc.) pour constater que les affaires marchent bien pour les riches.

Des discours, ces gens-là peuvent en faire autant qu'ils veulent. La réalité est là. Et espérons qu'elle leur explosera à la figure un jour.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

# L E U R S O C I E T E

---



---

## BUYO: REPRESSION SANGLANTE D'UNE GREVE A LA SCIERIE ADK

---

Le 27 mai dernier, les travailleurs de la scierie ADK à Buyo ont déclenché une grève pour exiger le paiement de sept mois d'arriérés de salaire.

Ce jour-là, le DG de la société était accompagné d'un colonel en civil et d'un procureur de la République, sans doute dans le but d'intimider les grévistes. Non seulement cette belle compagnie n'a impressionné personne, mais au contraire elle a mis les grévistes davantage en colère. Au cours d'une bagarre qui a vite éclaté, le DG et ses compagnons auraient reçu quelques coups.

Le prétexte était alors tout trouvé pour que dès le lendemain du premier jour de la grève, des éléments de la gendarmerie locale répriment

violemment les grévistes. Un travailleur arrêté et torturé est mort des suites de ses blessures, et trente autres ont été arrêtés et jetés en prison.

Cette grève durement réprimée a eu lieu il y a un mois. Mais il a fallu que le frère du gréviste tué vienne à Abidjan frapper à la porte d'un journal de la place pour que la répression de la grève soit enfin rendue publique.

Les droits élémentaires des travailleurs sont souvent foulés au pied en toute impunité. Et quand ils osent les revendiquer, ils peuvent être assassinés ou jetés en prison sans que personne n'en parle. Car pour un cas, comme celui de Buyo porté à la connaissance du public à la faveur d'une circonstance exceptionnelle, combien d'autres sont passés sous silence!

---

## UNE SOCIETE POURRIE

---

Fraternité-Matin du 25 juin rapporte la mort d'un apprenti de 19 ans tué par son patron qui lui reprochait d'avoir volé 500F.

Tout le monde sait que le

mot "apprentissage" est utilisé le plus souvent pour cacher une main-d'oeuvre quasi gratuite. Voilà donc un jeune qui travaillait probablement gratuitement dans cette

---

# L E U R S O C I E T E

---

imprimerie. Et s'il y a un voleur dans ce cas, c'est bien l'employeur lui-même! Mais voilà que c'est l'apprenti qui a été traité de voleur et battu à mort pour une peccadille. Son patron a avoué l'avoir "flagellé avec du fil électrique". Et l'autopsie a même fait état de "lésions au niveau du cerveau et du poumon". L'exploiteur était aussi un tortionnaire et un assassin.

Mais dans ce monde plein d'injustices, il suffit que vous

ayez beaucoup d'argent pour pouvoir tourner la loi comme bon vous semble. La loi n'est-elle pas là pour servir la classe des possédants? Ce fut le cas cette fois-ci puisque l'exploiteur assassin est libre avec simplement deux ans de prison avec sursis. Autrement dit, acquitté! Il a même eu droit à quelques honneurs puisqu'il a été reconnu que l'accusé était un homme "disponible", qui a "voulu rendre service" aux parents de cet enfant. C'est ça le système capitaliste!

---

## DIVO : UN PAUVRE EMPRISONNE POUR UN PLAT DE RIZ

---

Le 17 juin dernier, le Tribunal de Divo a condamné un jeune à 20 jours de prison ferme et à 30.000 F d'amende pour avoir mangé dans un maquis un plat de riz qu'il ne pouvait pas payer.

Pour sa défense, le jeune homme a déclaré: "Mon président, je vous demande pardon, c'est la faim qui m'a poussé". Mais même s'il l'a fait pour ne pas mourir

de faim, qu'est-ce que cela importe au juge?

Dans la société actuelle, sans argent on n'est rien. On n'existe pas. Le seul droit qu'ont les pauvres est celui de mourir de faim ou d'aller en prison. Les juges, les gendarmes et les prisons sont justement là pour assurer la protection de l'ordre social injuste au service exclusif des possédants.

<p>GUINEE-BISSAU : QUAND DIOUF VEUT SAUVER LA TETE DE SON ALLIE</p>
---

Depuis le 7 juin dernier le régime de Jao Bernardo Vieira en Guinée-Bissau connaît une rébellion militaire dirigée par le Général Ansumane Mané, ancien chef d'état-major de l'armée. Ce général limogé tout récemment, accusé de trafics d'armes avec le mouvement indépendantiste casamançais, a profité de son influence dans l'armée pour tenter de renverser le régime de Vieira. La capitale Bissau a été prise par la rébellion, ainsi que certaines casernes à l'intérieur du pays, notamment vers la frontière sénégalaise où les partisans du Général Mané disposent d'un soutien des partisans du mouvement indépendantiste casamançais.

A peine 48 heures après le déclenchement de la rébellion, le gouvernement sénégalais a dépêché sur place quelque 1.300 soldats pour soutenir son allié au pouvoir à Bissau. L'aviation sénégalaise aurait ainsi bombardé la ville frontalière d'Ingoré située à 70 kilomètres de Ziguinchor la capitale régionale de la Casamance et qui abrite un camp de réfugiés casamançais. Il y aurait eu une centaine de morts.

Aidé des soldats sénégalais et de la Guinée-Conakry et bénéficiant du soutien tacite de la France, le régime de Vieira n'est pas encore tombé, même si trois semaines après le début de la rébellion il n'a même pas encore réussi à reprendre la capitale. Durant ces trois semaines la souffrance de la population de ce pays déjà exsangue s'est aggravée. La

famine et le manque d'eau potable dans la capitale font des victimes en plus de celles tuées par les obus qui tombent dans les quartiers de la ville.

Par l'intermédiaire des pays voisins et des représentants de l'Union Européenne, une tentative de dialogue jusque-là infructueuse est proposée aux belligérants. Il se pourrait qu'un compromis soit trouvé dans les jours qui viennent.

Ce qui est à remarquer dans cette affaire, c'est surtout l'attitude du gouvernement sénégalais à agir avec la bienveillance de la France. Il s'est comporté comme le gendarme de cette région frontalière de la Casamance. Le motif officiel de son intervention militaire était, paraît-il, de "préserver la légitimité d'un régime démocratiquement élu". Mais il est évident que l'intention du gouvernement sénégalais est de couper l'herbe sous les pieds du mouvement indépendantiste casamançais qu'il s'efforce de réduire militairement depuis plusieurs années. C'était là une occasion en or pour Diouf de faire d'une pierre deux coups: d'un côté aider son voisin et allié à rester au pouvoir et de l'autre détruire la base arrière du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance). Voilà les calculs de Diouf. Si Vieira se maintient au pouvoir grâce à l'aide de Diouf, celui-ci aura encore plus de latitude pour venir militairement à bout du MFDC.



**SENEGAL :**  
**APRES LES TRIPATOUILLAGES ELECTORAUX**  
**VOICI VENU LE TEMPS DES MICMACS**  
**POUR LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE**

Malgré tout le battage qui a été fait à travers le pays pour expliquer à la population que les élections législatives du 24 mai dernier étaient capitales et que l'avenir de celle-ci en dépendait, le taux d'abstention avoisine les 61%. Environ trois millions de Sénégalais sur près de neuf millions s'étaient inscrits sur les listes électorales. Moins d'un million et demi se sont rendus aux urnes.

Grâce aux fraudes de tous genres mais surtout grâce à un mode de scrutin taillé sur mesure, le PS, le parti au pouvoir depuis l'indépendance du Sénégal, a raflé, avec à peine un peu plus de 49% de vote en sa faveur, près de deux tiers des postes à pourvoir à l'assemblée législative. C'est ainsi qu'avec quelque six cent mille voix, le PS de Diouf obtient 93 postes de députés sur un total de 140.

Le PDS d'Adoulaye Wade, le principal parti dit d'opposition subit un net recul. Bien que majoritaire dans l'agglomération dakaroise et dans la plupart des villes de banlieues, son score national passe de 33 à 16%. En nombre de sièges il passe de 28 à 23. Mis à part Wade lui-même, les principaux leaders de ce parti ont été battus. C'est le cas par exemple de Ousmane Ngom, le numéro deux de ce parti. Le PDS est-il en train de payer en terme électoral ses deux récentes participations gouvernementales aux côtés de Diouf, un pied dans le pouvoir

un autre dans l'opposition juste le temps de se présenter aux élections pour recomposer immédiatement après avec le pouvoir ? Ou est-ce le fruit d'une décomposition intérieure suite à des rivalités de personnes et de clans en son sein ? Toujours est-il qu'à peine les résultats de ces élections connus une scission a eu lieu dans le PDS. Ousmane Ngom, le numéro deux de ce parti qui était pressenti comme le dauphin de Wade a claqué la porte et crée son propre parti. Il parle de "divergence" avec son président, de "manque de démocratie" à l'intérieur du PDS. Mais la raison principale est sans doute ailleurs. N'étant pas élu, n'étant plus ministre (il faisait partie des cinq ministres du PDS ayant démissionné en bloc juste avant les élections) il voudrait certainement avoir les coudées franches pour renégocier avec Diouf un strapontin ministériel sans avoir à demander l'autorisation à son supérieur Wade.

Une fois les élections terminées les micmacs entre le pouvoir et les autres partis ont en effet déjà commencé pour la répartition des postes ministériels. C'est surtout cela qui intéresse tous ces politiciens. Les rouages du pouvoir sont pour eux un moyen de s'enrichir, de caser leurs clans et leurs familles. Ils font partie des parasites de la société. Ce sont des ennemis des travailleurs et des petits paysans.

C'est un tel régime qu'une certaine presse bourgeoise a coutume d'appeler "la vitrine de la démocratie en Afrique". En vérité si le régime de Diouf est une vitrine de quelque chose, c'est surtout celle d'un pouvoir qui depuis l'indépendance est le monopole d'un seul parti incrusté dans tous les rouages de l'Etat. Ce parti, pour faire croire qu'il est au pouvoir par la volonté de la population, autorise certes les élections

mais sous la forme d'une pure mascarade dont le résultat est connu d'avance.

Les exploités n'ont rien à attendre d'un tel pouvoir, même s'il donne quelques postes de ministres à des prétendus opposants. Les véritables changements en leur faveur, les travailleurs ne les obtiendront que par leurs luttes et leur détermination à les faire aboutir.

**ALGERIE :**  
**ASSASSINAT DU CHANTEUR LOUNES MATOUB.**  
**QUELLE ISSUE POUR LA POPULATION PAUVRE ?**

Le 25 juin, Lounès Matoub a été abattu dans sa voiture sous le feu d'un commando d'hommes armés. L'assassinat n'a pas été revendiqué mais il est probable que ce soit l'oeuvre du GIA qui n'en est pas à son premier crime. Matoub a d'ailleurs déjà été victime d'un enlèvement par le même GIA, enlèvement qui a duré deux semaines en septembre-octobre 1994.

Ce chanteur surnommé le "Rebelle" était très populaire en Kabylie. Il chantait en tamazight (berbère) et était connu pour ses engagements non seulement contre les intégristes musulmans mais aussi contre la dictature militaire de Zéroual et sa loi généralisant l'usage de la langue arabe qui doit entrer en vigueur le 5 juillet prochain dans tout le pays, y compris en Kabylie.

Il est difficile d'affirmer d'ici avec certitude lequel des deux camps, celui des islamistes ou celui du gouvernement militaire a commandité l'opération criminelle. Toujours

est-il que la foule, rassemblée autour de l'hôpital où reposait le corps, criait paraît-il des slogans hostiles à l'arabisation et au régime de Zéroual.

Depuis dix ans les islamistes ont massacré des dizaines voire des centaines de milliers de gens en Algérie. A la fin du mois d'août de l'année dernière, rien que dans une nuit un commando a pu massacrer plusieurs heures durant la population du village de Raïs aux environs d'Alger, faisant selon les témoignages 200 voire 400 victimes. Pourtant vu la facilité avec laquelle les tueurs avaient agi (à deux pas d'une caserne militaire), certains se sont demandés s'il ne s'agissait pas d'une provocation du pouvoir.

Moins d'un mois plus tard dans la nuit du 22 au 23 septembre un massacre effroyable a fait près de 200 morts à Bentalha encore près d'Alger. Ces commandos avaient agi avec la même barbarie, assassinant des hommes, des femmes, des

enfants et des vieillards. Ce massacre avait été revendiqué par le GIA. Ces deux tueries se sont produites dans des zones où la population se montre fidèle au FIS, comme si le GIA voulait montrer que les représentants du FIS (qui négociaient avec le pouvoir) n'avaient pas la maîtrise de la situation. En tout cas cela donne une idée de ce que ces gens-là sont capables de faire demain, avec les moyens de l'Etat si par malheur ils réussissaient à s'en emparer.

Tous les partis politiques algériens ont fait croire que l'armée serait un rempart contre les islamistes. Non seulement le régime militaire de Zéroual n'est pas capable d'arrêter l'influence et la montée des barbus mais c'est lui qui au contraire n'arrête pas de leur faire des concessions.

Dès 1984, il a instauré un Code de la famille qui fait des femmes des êtres encore plus inférieurs soumis à la tutelle juridique de leur père, de leur frère ou de leur mari qui ont tous les pouvoirs sur elles. Ce code permet, au nom de l'islam, aux hommes d'être polygames et de répudier leurs femmes quand ils le veulent. Il interdit aussi aux femmes de demander le divorce sauf dans des cas rares. Le pouvoir continue de multiplier ses gestes en faveur des islamistes. Il y en a même qui occupent des places de ministres depuis l'année dernière.

Des dirigeants de l'ex-FIS tels que Abassi Madani ainsi que Abdel Kader Hachani ont été sortis de prison en guise de geste de bonne volonté en direction des imams. Il est à remarquer aussi que Abbas Ghézaïl, Général connu comme opposant farouche aux islamistes a été remplacé par un certain Derradji qui passe pour un

partisan du compromis.

C'est aussi en guise de concession en faveur des islamistes que le pouvoir a décidé l'application de loi de l'arabisation totale à partir du 5 juillet. Désormais tous les documents officiels doivent être rédigés en arabe ancien, langue du Coran (de la révélation, disent les islamistes), que personne ne parle en Algérie surtout en Kabylie.

Le signe de détente que le pouvoir mène en faveur de certaines composantes du mouvement islamiste ne signifie pas qu'un compromis soit possible. La lutte pour le pouvoir qui oppose les dirigeants actuels aux islamistes est loin d'être terminée, même si elle coûte cher à la population algérienne. Et la population ne peut attendre aucun secours venant des dirigeants actuels. Personne ne défendra les gens pauvres à leur place, non seulement contre les raids des bandes islamistes mais aussi contre les opérations punitives des militaires. Si les démagogues intégristes qui veulent tirer toute la société en arrière se développent et occupent le terrain de la contestation c'est précisément à cause de la détresse dans laquelle la bourgeoisie algérienne et les capitalistes internationaux ont plongé la majorité de la population, et à cause de l'absence d'une organisation propre aux travailleurs qui les concurrencerait sur le terrain de la contestation sociale.

Il est vital que les travailleurs qui sont les principales victimes de cette situation s'organisent aussi pour se défendre collectivement contre les attaques du pouvoir, des islamistes et contre la dégradation de leurs conditions de vie.

# CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère.

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation -préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
  - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
  - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
  - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
  - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
  - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.